

Communiqué de presse de

Didier Marie,

Président du Département de Seine-Maritime

- Réunion des Conseillers Généraux de France -

Didier Marie se mobilise pour défendre les collectivités en danger !

Présent aujourd'hui à Paris pour la réunion des conseillers généraux de France, Didier Marie, Président du Département de Seine-Maritime, dénonce une nouvelle fois la menace qui pèse sur la décentralisation :

« Nos collectivités locales sont en danger et font l'objet d'une attaque en règle du gouvernement. Non content d'avoir transféré des charges nouvelles aux Villes, Départements et Régions sans les compenser intégralement, **le gouvernement s'attaque désormais directement à leurs ressources et menace de les démanteler sous prétexte de simplification.** Les collectivités sont ainsi progressivement asphyxiées alors que leurs dépenses, notamment sociales, augmentent mécaniquement malgré les efforts de gestion rigoureuse. Les effets de la crise économique sont bien réels et les réponses sont souvent locales.

La suppression de la Taxe Professionnelle prévue dans le projet de loi de finances 2010 est dénoncée par de nombreux élus, quelle que soit leur couleur politique. Cette mesure prive les collectivités d'une ressource dynamique, sans qu'aucune garantie ne soit apportée quant à la progression de la recette qui doit s'y substituer. Quand on connaît l'évolution des concours de l'Etat aux collectivités locales ces dernières années, on ne peut qu'être inquiets.

Plus hypocrite encore est la prétendue réforme des collectivités territoriales. Sous prétexte de simplification du fonctionnement de nos institutions et d'économies budgétaires, le gouvernement propose tout simplement de les priver de leurs moyens d'agir en spécialisant chaque collectivité dans un champ d'activité spécifique. **Concrètement, cela signifie une baisse du soutien au monde associatif et aux communes qui éprouveront les plus grandes difficultés pour mettre en œuvre de nouveaux projets** alors que l'Etat se retire inexorablement.

Cette asphyxie progressive et délibérée des collectivités locales s'inscrit dans une volonté de recentralisation du pouvoir. M. Sarkozy se méfie des pouvoirs locaux, qui sont pourtant l'expression de la vie démocratique et ne cache pas ses ambitions de les mettre au pas. Les nouvelles règles électorales - l'élection de conseillers territoriaux en remplacement des conseillers généraux et régionaux, dans le cadre d'une élection uninominale à un tour avec une part de proportionnelle - ne visent qu'à reprendre d'une main ce que le suffrage universel lui a retiré, la majorité des Départements et des grandes et moyennes villes de France étant gérée par la Gauche, ainsi que la quasi-totalité des Régions.

Grâce à ce tour de passe-passe, il compte reprendre des Régions et des Départements et affaiblir ainsi ces contre-pouvoirs locaux, qui se sont pourtant révélés de puissants amortisseurs de la politique de casse sociale mise en œuvre par son gouvernement. Les prétendues économies réalisées en divisant ainsi par deux le nombre d'élus locaux ne représentent même pas un pour mille des budgets de fonctionnement des collectivités !

A travers ces fausses réformes, **c'est la lente agonie de la démocratie locale que le gouvernement organise.** C'est dangereux pour la démocratie, cela pénalise nos territoires, et surtout, c'est synonyme de régression pour nos concitoyens, menacés d'un recul sans précédent des services publics locaux. Pour les Seinomarins, je me battrais contre ce mauvais coup porté à nos collectivités. »

Contact Presse :

Attachée de presse : Camille Rotunno / Port : 06 74 35 26 07 / camille.rotunno@cg76.fr
Directeur de la Communication : Pierre Bouho / Port : 06 80 58 59 68 / pierre.bouho@cg76.fr